

Tensions sur les filières animales

En 2013, les prix des céréales commencent à redescendre, mais le coût des aliments pour animaux reste très haut. Si la quasi-totalité des cours des produits animaux progresse, des tensions se manifestent dans les filières porcine, avicole et laitière. La conjoncture s'améliore cependant en fin d'année dans les secteurs des œufs et du lait. La situation est plus satisfaisante pour les gros bovins. Au cours de cette même année, les légumes sont bien valorisés, hormis les tomates.

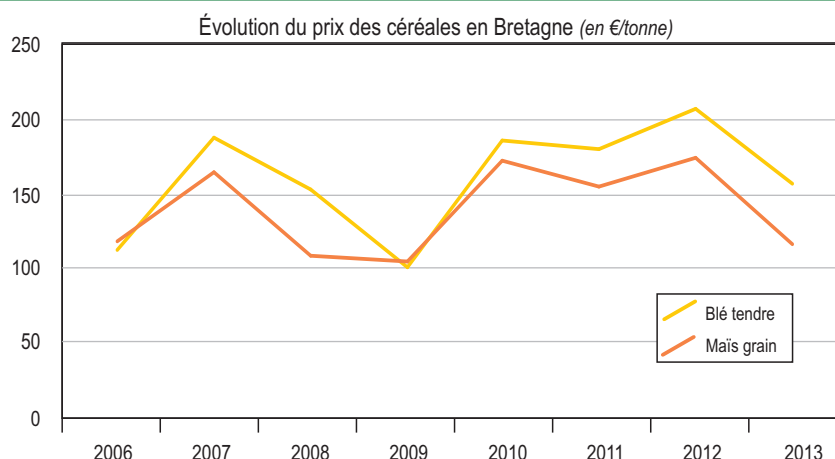
Baisse du prix des céréales

En 2013, grâce aux bons rendements, les productions céréalières progressent en Bretagne. Elles dépassent de 6 % celles de 2012 et de 1 % la moyenne des cinq dernières années.

La sole céréalière croît de 1,2 % en un an. À l'inverse des évolutions de 2012, les surfaces augmentent fortement en orge et maïs grain, un peu moins en avoine. Elle se réduit, au contraire, en blé et triticale. Avec 292 700 ha, cultivés en majorité pour l'alimentation animale, le blé demeure la céréale la plus répandue en Bretagne, suivie du maïs grain (134 400 ha), de l'orge (72 700 ha) et du triticale (54 600 ha).

Après avoir reculé en 2012, les rendements des céréales à paille s'améliorent en 2013. En début d'année, la météo pluvieuse perturbe les semis. Le manque de luminosité et les températures basses, au printemps, entraînent des retards végétatifs. Puis l'ensoleillement de juillet favorise une récolte de céréales d'hiver satisfaisante en quantité comme en qualité. Les rendements s'accroissent de 6,6 % pour l'ensemble des céréales à paille. Le gain atteint 7,3 % pour le blé. En revanche, la sécheresse de septembre entraîne des retards de croissance et une baisse de rendement pour le maïs grain (- 2,5 % sur l'année). Sa qualité est bonne cependant. Comparés aux moyennes 2008-2012, les rendements gagnent 4,6 q/ha pour l'orge, 1,9 q/ha pour le blé et 1,6 q/ha pour le triticale. Pour le maïs grain, la perte est de 2,6 q/ha.

Céréales : recul des prix après ceux, exceptionnels de 2012



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - FranceAgriMer

La superficie en oléagineux est de 43 800 ha en Bretagne. Elle s'accroît pour la quatrième année consécutive. La production annuelle gagne 20 % sur la moyenne quinquennale, malgré un recul des rendements de 2,3 %.

En 2013, avec 3 600 ha, les surfaces en protéagineux chutent pour la troisième année de suite (- 21 % en un an et - 46 % comparé à 2008-2012). Elles retrouvent le niveau d'avant 2010, année de mise en place de mesures financières ponctuelles en faveur de l'autonomie en protéines, suite au bilan de santé de la politique agricole commune.

Après avoir atteint le niveau le plus haut lors de la campagne précédente, les cours céréaliers et oléagineux reculent en 2013. En début de campagne, les perspectives d'of-

fres abondantes au niveau mondial provoquent une inflexion des prix à la baisse. Les cours se stabilisent ensuite et remontent légèrement en fin d'année, tout en restant nettement inférieurs à ceux d'un an plus tôt. En Bretagne, le prix de base des céréales chute par rapport aux moyennes quinquennales de 6 % pour le blé et l'orge, 8 % pour le triticale et 18 % pour le maïs grain.

La filière porcine en difficulté

Alors qu'il progressait quasiment chaque année depuis 2000, le volume de porcs charcutiers abattus en Bretagne se réduit pour la deuxième année consécutive (- 1,5 % par rapport à 2012 et - 2,9 % comparé à la moyenne quinquennale), en lien avec la

baisse du cheptel. Le volume 2013 s'élève à 1,09 million de tonnes pour 13,5 millions de têtes. Les tensions sont fortes dans un contexte de coût de l'aliment élevé et de surcapacité des abattoirs.

Au marché au cadran de Plérin, le prix de base du porc charcutier s'établit à 1,47 €/kg, en moyenne annuelle. Il est à peine supérieur à celui de 2012, mais 16 % au-dessus de la moyenne 2008-2012. Après un fléchis-

sement fin 2012, les prix augmentent à nouveau au premier trimestre 2013. Mais non suivie dans les autres bassins de production, cette hausse ne se confirme pas en avril. Les offres en production régressent et la demande générale est décevante. Au printemps, la consommation faiblit, en lien avec le temps maussade. La reprise des cours n'intervient qu'en juin, avec le repli de la production. La consommation reprend en juillet, avec l'arrivée d'une météo enfin estivale en

France et en Europe. Les cours entament une progression jusqu'en août, accentuée par la contraction des disponibilités. L'embellie est interrompue en septembre par une chute des cours en Allemagne. Le mouvement de baisse des prix se poursuit au dernier trimestre. Les perturbations sociales dans l'abattoir finistérien de Gad, suivi de sa fermeture en octobre, accentuent les difficultés d'écoulement. Si une stabilisation intervient en novembre, le renversement de tendance Outre-Rhin début décembre déstabilise tous les marchés européens entraînant une chute des cours.

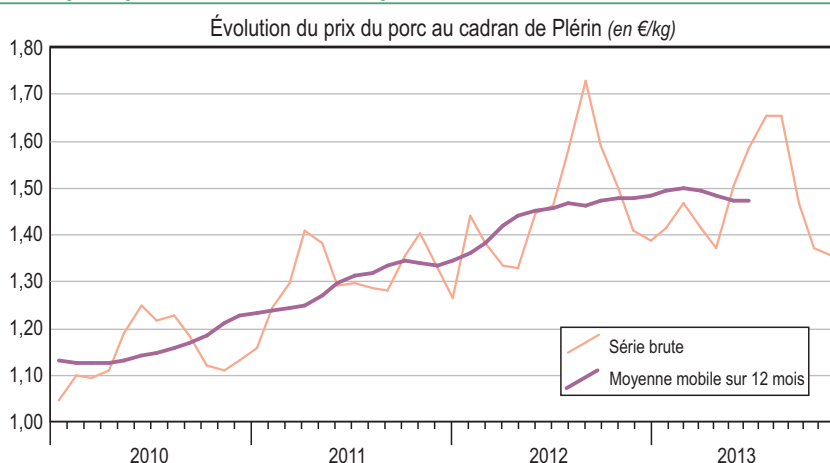
Parallèlement, les cours céréaliers passent en dessous de la moyenne 2008-2012 en juillet, mais la répercussion est lente sur le prix de l'aliment. Malgré le recul depuis avril 2013, le coût des aliments pour porcins reste au-dessus du niveau quinquennal tout au long de l'année. Il atteint un nouveau record en 2013. Estimé par l'IFIP (Institut de la Filière Porcine), le prix des aliments dépasse d'un quart la moyenne 2008-2012, soit 20 cts d'€ de plus par kg de carcasse.

Crise de l'œuf

Si l'année 2012 a été très satisfaisante en termes de prix pour les œufs de consommation, la conjoncture se dégrade en 2013 pour cette filière. Après la raréfaction de l'offre en 2011 et 2012, liée à la mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses, la production reprend massivement en 2013, en France et en Europe. En Bretagne, le nombre d'œufs produits excède de près d'un quart celui de 2012. Dans ce contexte d'offre abondante, le prix des œufs de consommation chute (- 34 % en France). En début d'année, les producteurs d'œufs pâtissent à la fois du recul des prix et de celui de la consommation. Puis le marché de l'œuf entre en crise durant l'été, avec des surplus de production entretenant la baisse des cours. Les mesures d'urgence (retraits pour désengorger le marché) permettent une stabilisation de la situation avec une reprise de la demande et du cours de l'œuf. En fin d'année, le contexte redevient positif, d'autant que le coût de l'aliment recule.

S'agissant des volailles de chair, la situation est relativement équilibrée pour les poulets. Les indicateurs annuels sont satisfaisants. Mais l'arrêt total des restitutions européennes aux exportations, annoncé en juillet, provoque de fortes tensions dans le secteur poulet-export. La situation s'améliore en fin d'année, confortée par l'aval de la Commis-

Prix du porc plus satisfaisant, excepté en fin d'année



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Marché au cadran de Plérin

Les principales productions bretonnes en 2013

	Bretagne		Évolution 2013(p) / 2012 (en %)	Part Bretagne / France 2013 (en %)
	2013 (p)	2012		
Productions végétales (en tonnes)				
Blé	2 159 952	2 059 119	4,9	6
Maïs grain	1 115 340	1 033 000	8,0	8
Orge	515 870	439 282	17,4	5
Triticale	364 095	377 021	- 3,4	18
Autres céréales	91 764	104 911	- 12,5	3
Oléagineux	147 339	139 680	5,5	2
Maïs fourrage	4 371 680	4 295 000	1,8	24
Choux-fleurs	273 031	279 557	- 2,3	85
Tomates	217 093	192 336	12,9	29
Lait (en millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 118	5 091	0,5	22
Activité dans les abattoirs (en tonnes)				
Bovins - 12 mois	66 177	68 236	- 3,0	31
Veaux	66 000	67 745	- 2,6	36
Gros bovins	252 056	261 312	- 3,5	21
Porcs	1 117 142	1 133 645	- 1,5	58
Gallus	388 833	369 724	5,2	36
Dindes	143 505	173 616	- 17,3	42
Production d'œufs des élevages professionnels (en milliers)				
Œufs de consommation	6 003 860	4 905 920	22,4	41

p : provisoire

Source : Agreste DRAAF Bretagne - Statistique agricole annuelle, Enquêtes auprès des laiteries, Enquête auprès des abattoirs

sion européenne pour le dispositif français de soutien à la filière poulet-export. Bien qu'il recule au dernier trimestre, le volume de poulets abattus en Bretagne progresse de 5,2 % entre 2012 et 2013 (+ 7,5 % par rapport à la moyenne quinquennale). Dans le même temps, les exportations françaises de viande de poulet évoluent favorablement, excepté au quatrième trimestre, et les importations diminuent légèrement. En 2013, la consommation française de viande de volaille atteint son plus haut niveau depuis 40 ans, portée surtout par le poulet.

En revanche, la filière dinde reste sinistrée en Bretagne. Les abattages reculent de 20 % sur la moyenne 2008-2012. Dans un contexte où les exportations françaises diminuent encore (- 13,6 % sur un an), l'amélioration de la consommation nationale ne suffit pas à inverser la tendance.

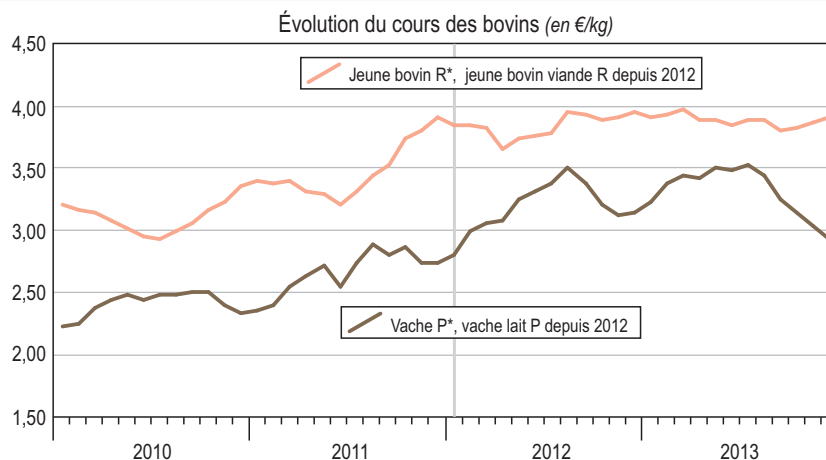
Le coût des aliments pour volailles est au plus haut. Selon l'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA), le coût moyen annuel excède de 4,2 % celui de 2012 et de 17 % la moyenne quinquennale. Il diminue cependant progressivement au cours de l'année. Par ailleurs, les éleveurs sont relativement épargnés par le coût de l'énergie, plus faible qu'en 2012.

En 2013, l'évolution du coût de l'aliment est en partie répercutée sur les prix des marchés. Le prix annuel moyen du poulet prêt à cuire à Rungis croît de 2 % par rapport à 2012 et de 7,5 % comparé à 2008-2012. Il s'affiche à 2,31 €/kg. Le prix moyen du filet de dinde à Rungis progresse de 3,6 % en un an (5,023 €/kg).

Recul des abattages et augmentation des prix pour les bovins

Les abattages de gros bovins en Bretagne se réduisent pour la deuxième année consécutive (- 3,5 % par rapport à 2012), tout en se stabilisant sur la moyenne 2008-2012. La baisse annuelle des abattages concerne toutes les catégories, excepté celle des jeunes bovins. Le repli des abattages de vaches laitières (- 8,7 %) s'explique dans un contexte de prix du lait favorable. Face au déficit d'offre, les exportations nationales de bovins en viande et en vifs fléchissent, en particulier celles des gros bovins mâles finis à destination de la Turquie (hausse des droits de douane).

Cours des vaches moins bien orientés au second semestre

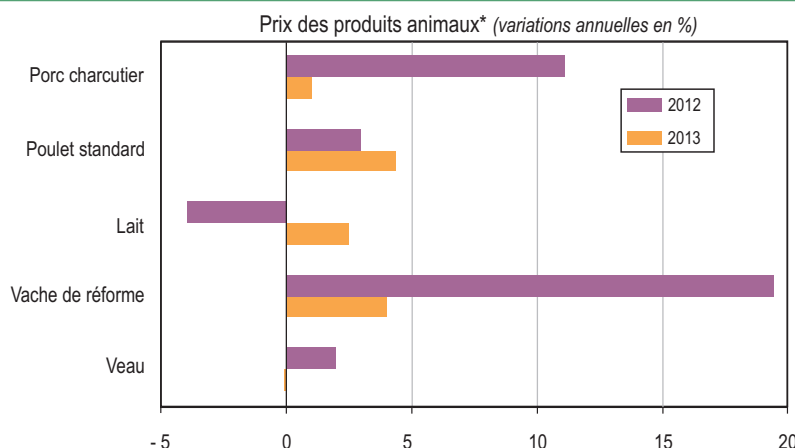


Attention : en janvier 2012, le système de cotations gros bovins a été modifié, avec une nouvelle grille de cotations, et un élargissement de la zone géographique au bassin Grand Ouest. Les cotations ne sont donc pas directement comparables avec celles des années précédentes.

* Catégorie selon la grille communautaire de classement des carcasses de bovins (5 classes de conformation : E, U, O, R et P). Exemple : la vache P est la vache de réforme.

Source : Agreste - DRAAF Bretagne - FranceAgriMer

En 2013, la plupart des prix des produits animaux progresse



* Les variations annuelles du prix des œufs ne figurent pas dans le graphique : - 90 % en 2013 et + 52 % en 2012 en France.

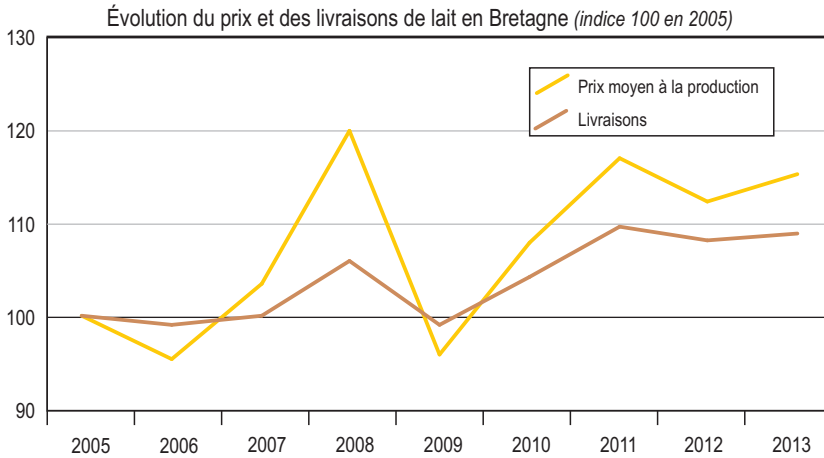
Source : Agreste - DRAAF Bretagne - France AgriMer - Marché au cadran de Plérin

La faiblesse de l'offre, dès le début d'année, en France et en Europe, tire les cours vers le haut. Les prix des gros bovins (vache P, génisse R, bœuf R...) grimpent régulièrement tout au long du premier semestre. En juillet, les abattages se redressent fortement. Au second semestre, la faiblesse de la consommation et l'abondance de l'offre provoquent la chute des prix, sauf pour les jeunes bovins. Les animaux de conformation supérieure résistent à cette baisse. En moyenne annuelle, le prix de la vache lait P du bassin Grand Ouest atteint 3,31 €/kg, soit 4 % de plus qu'en 2012. Celui du jeune bovin R, assez stable en 2013, gagne 1 % en un an et passe à 3,88 €/kg.

Comme pour les autres catégories d'animaux, le coût de l'aliment pour gros bovins baisse progressivement durant l'année mais reste le plus élevé depuis 2005. Selon l'IPAMPA, il s'accroît de 7,5 % sur un an (+ 22,5 % sur 2008-2012). Avec la future PAC, les éleveurs de bovins viande devraient bénéficier d'un rééquilibrage des aides en leur faveur.

La filière veaux de boucherie est toujours en difficulté. En 2013, les abattages sont inférieurs de 7 % à la moyenne quinquennale. Depuis 2005, le volume abattu ne cesse de diminuer, atteignant 66 180 tonnes en 2013. Ce faible volume permet de maintenir le prix du veau à un niveau élevé. Il est à 6 €/kg en

Lait : progression du prix et des volumes en 2013



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Enquête mensuelle auprès des laiteries

moyenne annuelle, pour le bassin Nord¹. Contrairement aux autres aliments, le coût des aliments d'allaitement des veaux continue d'augmenter (+ 19 % comparé à 2008-2012) et pèse sur le coût de production des intégrateurs.

Amélioration de la conjoncture laitière en cours d'année

La crise du lait commencée fin 2012 se confirme début 2013, du fait de l'envolée du coût des aliments pour animaux. Cette flambée ne se répercute pas pour autant sur le prix d'achat du lait. Dans un contexte incertain (nouvelle PAC, fin des quotas laitiers en 2015), les tensions sont vives entre producteurs, industriels et distributeurs. En avril, le

médiateur national nommé pour dénouer la crise annonce une hausse technique que la grande distribution doit payer aux transformateurs laitiers à partir du 1^{er} juin. En contrepartie, ces derniers s'engagent à répercuter aux producteurs une augmentation de 2,5 cts/litre dès le mois d'avril, pour l'année 2013. L'accord signé avec les distributeurs peine à se mettre en place. Une augmentation du prix du lait à la production intervient finalement les mois suivants, soutenue par le contexte international. L'offre baisse, en effet, au niveau mondial (Union européenne, Argentine, Australie, États-Unis) et le prix de la poudre de lait atteint son plus haut niveau historique du fait de la sécheresse en Nouvelle-Zélande. En moyenne annuelle, le prix du lait payé aux producteurs bretons atteint finalement 354 €/1000 l, soit 8 % de plus qu-

en 2012. L'écart est même de + 10 % avec la moyenne 2008-2012 (- 4 % au premier trimestre et + 20 % au dernier).

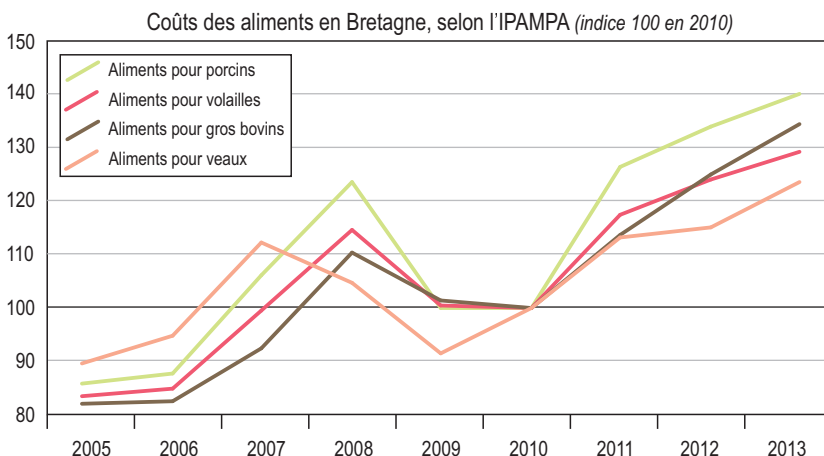
Les quantités de lait livrées par les producteurs bretons en 2013 dépassent légèrement celles de 2012 et gagnent 3,3 % sur la moyenne 2008-2012. Ce résultat global masque un contraste entre deux périodes. Au premier semestre, la conjoncture est morose avec un repli des livraisons par rapport à l'an passé, plusieurs facteurs expliquant cette baisse : une mise à l'herbe des vaches retardée en raison de la météo, un coût élevé de l'alimentation et un faible niveau du prix du lait au premier trimestre. Au second semestre, la situation s'améliore. La progression du prix du lait dynamise la collecte, encouragée par ailleurs par l'inversion de tendance du coût de l'aliment et par la bonne disponibilité en herbe. La production de lait au dernier trimestre permet de rattraper largement le déficit de l'hiver et de l'été.

Bonne année pour les choux-fleurs, décevante pour les tomates

En début d'année, l'offre de choux-fleurs est réduite en raison des aléas climatiques, mais la production des variétés hiver-printemps est bien valorisée. La douceur automnale favorise la production, mais pas la consommation. En octobre, les volumes d'inventus atteignent des records. Puis, grâce à l'augmentation de la demande européenne et la fin des productions locales, le marché se rééquilibre le mois suivant, avec disparition progressive des inventus et remontée des cours. Sur l'année, l'offre se réduit de 1,3 % par rapport à 2012 et de 8 % comparée à la moyenne 2008-2012. La hausse des prix qui s'ensuit fait plus que compenser cette réduction. Le prix moyen annuel atteint 0,63 €/tête, stade production, supérieur de 19 % à celui de 2012 et de 22 % à la moyenne quinquennale.

Le bilan est peu satisfaisant pour les tomates. Le manque de luminosité retarde le début de campagne. En juin, la fraîcheur des températures fait reculer la consommation, et les cours se replient. Les conditions estivales de juillet soutiennent ensuite produc-

Coûts des aliments plus élevés en 2013, malgré la baisse en cours d'année



Source : Agreste - DRAAF Bretagne - Insee

1- Depuis février 2013, un nouveau système de cotations des veaux de boucherie est appliqué, avec trois bassins de cotations en France au lieu de cinq. Les deux bassins Ouest et Nord/Nord-ouest forment désormais le bassin Nord, avec un centre de cotation à Rennes. Les séries ne sont donc plus exactement comparables avec celles des années précédentes.

tion et demande. En août, la production des jardins familiaux entraîne une réduction des achats et la concurrence des marchés du Benelux impacte le commerce et les prix ; ceux-ci chutent, puis restent décevants en automne. Au final, l'offre annuelle dépasse légèrement celle de 2012 (+ 6 % sur 2008-2012). Mais les prix baissent de près de 10 % sur l'année (-2,6 % sur 2008-2012).

Après une timide entrée en campagne en raison de températures plus basses qu'à l'ordinaire, l'offre d'artichauts reste mesurée et le produit est bien valorisé. L'offre faiblit de 25 % par rapport à 2012 (-2,6 % comparée à

la moyenne quinquennale). Et le prix de l'artichaut camus gagne 35 % en un an (+ 43 % sur 2008-2012), grimant à 0,7 €/kg.

Pour les poireaux, il faut distinguer la production du premier semestre 2013, très bien valorisée, de celle du second dont les cours demeurent bas sous l'influence d'une météo douce freinant la consommation. Le prix moyen passe de 1,1 €/kg à 0,5 €/kg entre les deux périodes.

Pour la première fois depuis les années 2000, la production de pommes de terre primeurs augmente. Grâce à un bon mois de

juillet, la production annuelle s'accroît (+ 8,2 % sur 2008-2012), avec un prix moyen annuel grimant à 0,51 €/kg, soit 34 % de plus que la moyenne quinquennale.

Les endives sont peu valorisées jusque fin octobre. La fin d'année 2013 est plus active.

Concernant les légumes industriels, les productions récoltées progressent en petits pois, mais faiblissent en haricots verts et haricots à écosser et demi-secs.

■ **Linda Deschamps – DRAAF**